

Unité interdépartementale Nièvre-Yonne  
Pôle risques chroniques, éoliens, sites et sols pollués  
40 rue de la Préfecture  
58026 NEVERS CEDEX

Nevers, le 25/06/2024

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 29/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

**SUMIRIKO Rubber Compounding France**

Usine des Caillots

58300 Decize

Références : 240269

Code AIOT : 0005401335

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/05/2024 dans l'établissement SUMIRIKO Rubber Compounding France implanté Usine des Caillots BP 101 58300 Decize.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SUMIRIKO Rubber Compounding France
- Usine des Caillots BP 101 58300 Decize
- Code AIOT : 0005401335    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : A
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société SUMIRIKO est spécialisée dans la fabrication de pièces élastomériques et de dissolution (caoutchouc mis en solution dans différents types de solvants). L'entreprise est régulièrement autorisée au titre des ICPE par l'arrêté préfectoral n° 2007-P-3959 du 13 juillet 2007, modifié. L'entreprise a employé jusqu'à près de 800 salariés à Decize dans les années 70-80, et en emploie actuellement environ 90 (sur deux entités, une dédiée à la production "SUMIRIKO RUBBER COMPOUNDING FRANCE" : environ 40 salariés ; une dédiée à la R&D : 50 salariés). La société ANVIS, qui était locataire d'une partie du site, a déménagé en début d'été 2023.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Sécurité / Sûreté
- Cessations d'activité post ASAP

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Le site est ancien. Il est globalement propre malgré les activités. Il est constaté lors de la visite sur site :

- que des contenants vides de certains produits dangereux ne sont pas sur rétention ni protégés des eaux météoriques ;
- que des bennes de déchets banals n'étaient pas identifiées ;

- qu'une benne déchet a été disposée à proximité du bâtiment et non dans la zone déchets prévue à cet effet. Aucune identification du contenant n'est indiquée ;
- le sol de la zone déchets extérieure est très souillé ;
- de nombreuses palettes (environ une trentaine) sont entreposées le long de l'installation ;
- les contenants de chiffons souillés ne sont pas identifiés ;
- une armoire électrique n'était pas fermée à clef.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 3	Demande d'action corrective	2 Mois
2	Cessations d'activité post ASAP	Code de l'environnement du 23/10/2023, article L. 512-6-1	Demande d'action corrective	2 Mois
4	Sécurité	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 28.2	Demande d'action corrective	2 Mois
5	Niveaux acoustiques admissibles	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 22.2	Demande d'action corrective	2 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 19.5 modifié par AP du 06-12-2018	
6	Contrôles périodiques	Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 22.3	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre :

- l'étude concernant l'actualisation des rubriques ICPE. En fonction du maintien des rubriques, l'exploitant doit établir des dossiers de cessation partielle d'activité, ou des porter-à-connaissance ;
- les rapports annuels ;
- les déclarations GIDAF mensuelles ;
- branche industrie ANVIS : l'ATTES-SECUR, des compléments au plan de gestion, l'ATTES-MEMOIRE, le rapport SUEZ REMÉDIATION n°U2.20.063.0, version 1 du 04/08/2020 ;
- chaufferie : les modalités de gestion des stocks de charbon retenues, l'ATTES-SECUR, le mémoire de réhabilitation et l'ATTEST MÉMOIRE ;
- un tableau de bord des cessations depuis 2016, afin de faire un état des lieux des actions à mener (mémoire de réhabilitation, ATTES SECUR ..., analyse de sols, ...), notamment :
  - \* zone automobile ;
  - \* branche industrie ANVIS ;
  - \* chaufferie ;
  - \* cessations visées au PC1.
- un explicatif de la gestion des eaux susceptibles d'être polluées a posteriori d'une inondation ;
- les résultats de l'étude de bruit supplémentaire qu'il a réalisé suite à mesure du 30/05/2024.

Il doit :

- s'assurer que l'ensemble des contenants, fûts, bidons de produits, pleins ou vides, soit correctement identifié ;
- centraliser l'ensemble des bennes déchets dans la zone déchets, et s'assurer de son identification ;
- nettoyer le sol de la zone déchets ;
- entreposer le stock de palettes extérieures à moins de 10 mètres de l'installation ;
- s'assurer que l'ensemble des armoires électriques soit correctement fermé à clef, et que celle-ci soit retirée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 3
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative - Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b>  AUTORISATION  2660.a - Fabrication ou régénération de polymères  => Supérieur à 10 t/j  Production $\pm$ 60 t/j  ENREGISTREMENT  2661.1.b - Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression  => Supérieure ou égale à 10 t/j mais inférieure à 70 t/j  Production 30t/j  2661.2.a - Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.)  => Supérieure ou égale à 20 t/j  Production 56 t/j  2662.1 - Stockage de polymères  => Supérieur ou égal à 100 m <sup>3</sup> , mais inférieur à 1 000 m <sup>3</sup>  Production 1 140 m <sup>3</sup>  DÉCLARATION AVEC CONTRÔLE PÉRIODIQUE  2564.1.c - Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques  => Supérieur à 200 l mais inférieur ou égal à 1 500 l  Quantité 600 l  2910.a.2 - Installation de combustion

=> Supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW

Chauffage des bâtiments par des équipements à condensation au gaz

- Générateurs à condensation total puissance 4 819 kW
- Aérothermes à condensation puissance totale 1 459 kW
- Rideau de porte puissance totale 200 kW
- Destraficateurs d'air aux nombres de 95

Puissance = 6573 kW

2940.2.b - Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. support quelconque

=> > à 10 kg/j mais < ou = à 100 kg/j

Production 25 kg/j

4510.2 - Emploi ou stockage de substances ou mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1

=> Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t

Production de 50 t

## DÉCLARATION

2575 - Emploi de matières abrasives

50 kW

4140.1.b - Emploi ou stockage de substances ou mélanges dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1

6 t

## NON CLASSÉ

4421 - Emploi ou stockage de peroxydes organiques type C ou type D

100 kg

2925 - Ateliers de charge d'accumulateurs

20 kW

2560 - Travail mécanique des métaux et alliages

36 kW

4718 - Emploi ou stockage de gaz inflammables liquéfiés de catégories 1 et 2

4 t

4719 - Emploi ou stockage d'acétylène

84 kg

2910.a.1 - Installation de combustion

=> Supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW

2 chaudières de 2\*10,25 MW

En arrêt, en attente de démantèlement

#### **Constats :**

Au jour de l'inspection, l'exploitant déclare être soumis à :

#### **AUTORISATION**

**2660.a - Fabrication ou régénération de polymères**

=> Supérieur à 10 t/j, production de + ou - 50 t/j

#### **ENREGISTREMENT**

**2662.2 - Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) (stockage de), à l'exception des installations classées au titre de la rubrique 1510.**

=> Le volume susceptible d'être stocké étant supérieur à 1 000 m<sup>3</sup>

#### **DÉCLARATION AVEC CONTRÔLE PÉRIODIQUE**

**2910.a.2 - Installation de combustion**

=> Supérieure ou égale à 1 MW mais inférieure à 20 MW

Cessation activité chaufferie. Nouveau chauffage

**4510.2 - Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :**

2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t

Quantité : 55 T

### **DÉCLARATION**

#### **1532 - Stockage de bois ou de matériaux combustibles analogues (9000 m3)**

=> porter à connaissance BIOSYL - Stockage granulés de bois (téléprocédure) transmis à l'inspection. Étude en cours sur la rubrique 1532

### **NON CLASSÉ**

#### **1978.18 - Installations et activités de solvants organiques - conversion de caoutchouc (14 t/an)**

Seuil D: lorsque la consommation de solvant est supérieure à 15 t/an

#### **4511 - Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2. (Quantité de 99 T)**

Seuil D: La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 100 T

#### **2661.1.b - Transformation de polymères par des procédés exigeant des conditions particulières de température et de pression**

Activité à E dans l'APC de 2018 (Production 5t/j, supérieure ou égale à 1 t/j mais inférieure à 10 t/j) réduite sous le seuil NC. L'exploitant indique avoir baissé la capacité du fait du départ de l'industrie. Il n'y a à ce jour que les activités d'essais du labo qualité. => cessation d'activité selon le régime E à faire

#### **2661.2.a - Transformation de polymères par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.)**

Activité à E dans l'APC de 2018 (Supérieure ou égale à 2 t/j mais inférieure à 20 t/j) réduite sous le seuil NC. L'exploitant indique avoir baissé la capacité du fait du départ de l'industrie. Il n'y a à ce jour qu'une petite activité de broyage, au bâtiment dissolution, inférieure à 20 t/j. => cessation d'activité selon le régime E à faire

#### **2575 - Emploi de matières abrasives**

Activité à D dans l'APC de 2018 réduite sous le seuil NC. L'exploitant n'a plus qu'une seule grenailleuse. Puissance de 7,12 kW. donc inférieure à 20 kW (seuil de Déclaration). => cessation d'activité à faire

#### **2940.2.b - Application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. support quelconque**

Activité à D dans l'APC de 2018 réduite sous le seuil NC. Utilisation petite quantité, 4 kg/an => cessation d'activité à faire

#### **2560 - Travail mécanique des métaux et alliages (42 kW)**

#### **1185 - Gaz à effet de serre fluorés (Quantité de 96 kg)**

#### **4150 - Toxicité spécifique pour certains organes cibles (STOT) exposition unique catégorie 1 (35 kg)**



**4734 - Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution** (Cuve aérienne GNR de 1,8 T)

**4140.1.b - Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.**

1. Substances et mélanges solides. (La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation déclarée étant de 1,2 T)

**4331 - Liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330.**

La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant de 1 T.

**4411 - Substances et mélanges auto-réactifs type C, D, E ou F.**(La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant de 0,0165 T)

**4718 - Gaz inflammables liquéfiés de catégories 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel (y compris biogaz affiné)** (Propane chariot : 10 bouteilles de 13 kg)

**4719 - Acétylène (numéro CAS 74-86-2).** (La quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant de 150 kg)

**Rubrique 1510 - Entrepôts couverts** (Non soumis d'après calcul)

#### **ARRET D'ACTIVITE**

**2564-A-2 - Nettoyage, dégraissage, décapage de surfaces par des procédés utilisant des liquides organohalogénés ou des solvants organiques, à l'exclusion des activités classées au titre de la rubrique 3670.**

Activité à D dans l'APC de 2018 arrêtée. Il n'y a plus de produit. L'exploitant a changé de procédé de nettoyage. Avant, il utilisait une fontaine à solvant avec du SOLVS (fûts de 200 litres) et à aujourd'hui il utilise une fontaine BIO => cessation d'activité à faire

**2925 - Ateliers de charge d'accumulateurs**

Activité NC dans l'APC de 2018 arrêtée (plus de local à charge)

**4421 - Peroxydes organiques type C ou type D.**

Activité NC dans l'APC de 2018 arrêtée (Pas de peroxyde organique C ou D)

L'exploitant indique que les études suivantes sont en cours:

#### **Calcul SEVESO**

Si les rubriques 4511 et 4510 sont en dessous des seuils, une étude est en cours pour la règle des cumuls (prestataire ANTICP GO).

#### **Calcul rubrique 1450**

En cours

Par ailleurs, 3 porter-à-connaissance ont été réalisés et sont en instruction par l'inspection:

=> BIOSYL - Stockage granulés de bois (téléprocédure)

= Étude en cours sur la rubrique 1532

=> Nouvelle rampe logistique (courrier envoyé le 16/05/2024)

= Pas d'impact classement ICPE

=> Réfection toiture - Sinistre grêle juillet 2023 (courrier envoyé le 16/05/2024)

= Pas d'impact classement ICPE

Enfin, 2 porter-à-connaissance restent à réaliser par l'exploitant:

=> Déménagement SD

= Pas d'impact sur classement ICPE

=> Nouvelle fin de ligne BM305

= Pas d'impact sur classement ICPE

L'exploitant indique transmettre dans les plus brefs délais une étude par un prestataire concernant l'actualisation des rubriques ICPE. En fonction des conclusions des études et du maintien des rubriques, l'exploitant devra établir des dossiers de cessations partielles d'activité, et des porter-à-connaissance. Au regard des éléments communiqués, une procédure de cessation d'activité partielle pour les rubriques suivantes apparaît nécessaire: 2661.1.b, 2661.2.a, 2575, 2940.2.b, 2564-A-2.

La déclaration GEREPE a été effectuée le 21/03/2024.

L'inspection demande à ce que l'exploitant transmette les rapports annuels.

L'inspection a également indiqué à l'exploitant qu'aucune déclaration GIDAF n'a été réalisée depuis 2007. L'exploitant devra déclarer chaque mois.

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 Mois

## N° 2 : Cessations d'activité post ASAP

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 23/10/2023, article L. 512-6-1
<b>Thème(s) :</b> Autre - Cessations d'activité post-ASAP de la branche « Industrie » exploitée par A
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Lorsqu'une installation autorisée avant le 1er février 2004 est mise à l'arrêt définitif, son exploitant place son site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé conjointement avec le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et, s'il ne s'agit pas de l'exploitant, le propriétaire du terrain sur lequel est sise l'installation.</p> <p>[...]</p> <p>L'exploitant fait attester, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, de la mise en œuvre des mesures relatives à la mise en sécurité ainsi que de l'adéquation des mesures proposées pour la réhabilitation du site, puis de la mise en œuvre de ces dernières. Un décret en Conseil d'État définit les modalités d'application du présent alinéa.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection se focalise sur les deux dernières cessations post ASAP (Branche Industrie ANVIS et la chaufferie).</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• <b><u>Branche Industrie ANVIS (zone JTC pour la fabrication de joints toriques coniques)</u></b></li></ul> <p>Pour mémoire, Anvis était locataire de Sumiriko pour cette activité.</p> <p>- <u>notification</u>: La notification de l'arrêt des activités de la branche « Industrie » exploitée par ANVIS date du 28/07/2022. Ces activités comprenaient notamment les activités suivantes : 2661.1.b - transformation de polymères (enregistrement), 2940.2.b - application etc de vernis, peinture, colle par tout autre procédé que le trempé (DC) et 2564.A.2 - nettoyage, dégraissage, décapage (DC) et 2575 - Emploi de matières abrasives (D)).</p> <p>- <u>mise en sécurité</u>: la visite d'inspection du 29/05/2024 a permis de constater que les bâtiments étaient vides. En conséquence, <b>il conviendrait que l'ATTES-SECUR soit établie et transmise au préfet rapidement.</b></p> <p>- <u>usage futur</u>: Les terrains de l'ancienne branche industrie ANVIS sont dans l'emprise globale du site. L'exploitant en reste propriétaire. L'exploitant indique que la réutilisation des bâtiments est prévue: SD y implanterait un centre technique et RCF des espaces de stockage/ maintenance. Un usage industriel est donc prévu. A noter que la toiture du bâtiment a été fortement endommagée par la grêle à l'été 2023, entraînant une pollution à l'amiante. La réfection de la toiture est prévue courant été 2024.</p> <p>- <u>mémoire de réhabilitation</u>:</p> <p>Plusieurs installations et activités potentiellement impactantes ont été identifiées sur site : fabrication de caoutchouc, présence de fosse et de presses hydrauliques, stockage de solvants et d'huile, travail des métaux. Une zone d'impact avec des teneurs en HCT C10-C40 supérieures à 2 000 mg/kg (et jusqu'à 20 000 mg/kg) a été mise en évidence au droit de la zone JTC et du point bas de collecte des huiles JTC. Les impacts sont essentiellement localisés entre 1 et 3 m de profondeur. Les hydrocarbures C21-C35 détectés sont des huiles hydrauliques issues des presses hydrauliques. Ils sont peu volatils et donc difficilement inhalables par les usagers du site.</p>

Un **diagnostic a été réalisé en juin-juillet 2020** au droit de la zone d'étude préalablement à l'occupation des bâtiments par ANVIS (« prestations INFOS et DIAG », rapport SUEZ REMEDIATION n°U2.20.063.0, version 1 du 04/08/2020) et constitue l'état de référence de l'étude à réaliser. Ces investigations ont montré:

- une pollution des sols par des **hydrocarbures et HAP** dans la zone JTC, elle s'étend en certains points jusqu'à la nappe et est délimitée latéralement au sud et à l'ouest mais pas à l'est, ni au nord ;
- un impact modéré de la pollution en **hydrocarbures** dans les sols sur les eaux souterraines en PZ201, situé en aval hydraulique des zones JTC et autoclaves, et un impact faible en PZ202 et PZ203. Des traces de solvants, non significatives d'une pollution, sont par ailleurs détectées au droit de l'ensemble des piézomètres de la zone JTC lors des 2 campagnes.

Dans le cadre de la fin de bail du locataire ANVIS présent sur cette zone depuis 2020, **un diagnostic des sols a été réalisé fin novembre 2022**. Les mêmes investigations sur les sols que celles de 2020 ont été réalisées pour comparer factuellement les résultats. Les résultats sont présentés dans le rapport "Reconnaissance de la qualité des sols - État de sortie du locataire au droit d'une partie du site", rapport SARPI Remédiation réf. U2.22.088.0, version 2 du 23/02/2023. L'exploitant a transmis le rapport de dépollution des sols au droit de la zone JTC, du 27/03/2023.

Les résultats de ce diagnostic ont mis en évidence :

o il n'est pas constaté, sur la base des investigations réalisées, à savoir les mêmes reconnaissances sur les sols que celles du diagnostic réalisé en 2020, de dégradation de la qualité des sols fin 2022 au droit des points qui ne présentaient pas d'anomalies significatives en juin 2020,

o les impacts en hydrocarbures C10-C40 relevés en juin 2020 sont toujours identifiés avec :

- des concentrations plus importantes,
- au droit du point SD104 en 2022 sur les échantillons prélevés à 3 et 4 m de profondeur : 1 200 mg/kg en juin 2020, respectivement 13 000 mg/kg et 20 000 mg/kg fin 2022,
- au droit du point SD106 sur l'échantillon prélevé à 1 m de profondeur : 2 600 mg/kg fin 2022 contre 190 mg/kg en 2020,
- des concentrations toutefois le plus souvent moins importantes hormis sur les échantillons précités et également sur l'échantillon SD107 à 2 m de profondeur (2 400 mg/kg en juin 2020, 4 000 mg/kg fin 2022 : en prenant en compte les incertitudes du laboratoire, il est considéré que la teneur mesurée reste dans la même gamme de valeurs),

o les zones les plus impactées en hydrocarbures restent la zone JTC et la zone du point bas de collecte des huiles de la fosse JTC.

Un **diagnostic et plan de gestion (du 03/04/24) a été établi par HUB environnement pour ANVIS** (rapport N°20240403), communiqué à SUMIRIKO et transféré à la DREAL le 31/05/24. Il indique les éléments suivants :

- pollutions des sols aux hydrocarbures lourds (250 m²), impact dans les eaux souterraines en hydrocarbures.
- les terrains étaient loués par ANVIS à SUMIRIKO et ces résultats semblent montrer qu'une pollution additionnelle a été engendrée par l'activité ANVIS; ainsi, à l'enjeu du respect du code de l'environnement s'ajoute donc la question de la responsabilité locataire/ propriétaire au regard du contrat de droit privé conclu entre les deux parties.
- traitement des sources concentrées: un seuil de coupure de 2000 mg/ kg d'HCT est retenu suite notamment à analyse statistique. Le traitement des terres jusqu'à 4 mètres de profondeur permettrait d'abattre 94% de la masse d'HCT.
- compatibilité avec l'usage futur envisagé (industriel): oui
- mesures de gestion proposées pour le traitement des sources concentrées:

\* Scénario 1 : L'excavation et l'évacuation des terres polluées hors site en filière agréée entre 0 et 4 m après démolition du bâtiment (à cessation d'activité du site) : coût 300 000 €

\* Scénario 2 : L'excavation et l'évacuation des terres polluées hors site en filière agréée entre 0 et 2,0 m et écrémage/retrait des émulsions du toit de la nappe (sans démolition du bâtiment) (mise en oeuvre immédiate possible) : coût 150 000 € (proposition retenue par ANVIS)

Le scénario 2 est retenu par le bureau d'étude HUB Environnement.

**L'ATTES-MEMOIRE n'a pas été transmise. Le délai de 6 mois à compter de l'arrêt de l'activité n'est pas respecté.**

**Demande de compléments:**

L'exploitant transmettra dans les meilleurs délais l'ATTES-SECUR des activités arrêtées.

L'exploitant complètera le plan de gestion par:

- le justificatif de la profondeur de 2 m retenue au scénario 2;
- un bilan massique de l'excavation / évacuation des terres sur une profondeur de 2 m et une profondeur de 3 m;

Il adressera également à l'inspection l'ATTES-MEMOIRE validant le mémoire de réhabilitation dans les 2 mois.

L'exploitant adressera à l'inspection le rapport SUEZ REMÉDIATION n°U2.20.063.0, version 1 du 04/08/2020.

- **Chaufferie**

La chaufferie de 12 MW, classée 2910.a.1 - combustion (autorisation) était utilisée par la branche industrie d'ANVIS pour partie, et par SUMIRIKO pour partie. Toutes les chaudières sont arrêtées et les terrains libérés.

- notification: La notification d'arrêt a été réalisée par e-mail en janvier 2023 complétée en mai 2023.
- mise en sécurité: En conséquence, **il conviendrait que l'ATTES-SECUR soit établie et transmise au préfet rapidement.**

Rapport de surveillance des eaux souterraines de mars 2024 : Au droit de l'ouvrage PZ1 ARCADIS/PZC1 situé en amont hydraulique : la présence d'arsenic en teneur modérée (67µg/l),

- usage futur: Courrier du 29/03/2024 au maire de Decize proposant, pour la zone de la chaufferie localisée « le bois Bougeot » (parcelles CN 2 et 3) (arrêt du 10/01/2023) un usage futur de type industriel, avec éventuellement panneaux PV. Annonce que installations démantelées entre juillet et septembre 2023 et de réalisation d'un diagnostic de sol.

=> la mairie a répondu le 23/04/2024 concernant la cessation d'activité partielle. Elle n'apporte aucune remarque.

- mise en sécurité: L'exploitant transmettra le calendrier de remise en état. Il indique que les installations ont été démantelées et les bâtiments démolis. Cependant, des stocks de charbon mélangés à de la terre ont été identifiés à proximité en dehors de la clôture. Il indique transmettre prochainement le chiffrage de la gestion du charbon ainsi que l'ATTES-SECUR et le mémoire de réhabilitation (avec ATTEST MÉMOIRE). Postérieurement à l'inspection, il a transmis le rapport "Etude documentaire INFOS et investigations de terrain DIAG" de SARPI Véolia, Rapport n°U2230690/ET01– V1 de juin 2024.

- mémoire de réhabilitation:

La chaufferie fonctionnait au début au charbon puis gaz avec appui fioul. Elle comprenait notamment des citernes pour condensats, fosse lavage de charbon, cuve de stockage aériennes de fioul. Les investigations pré-2009 avaient identifié qu'elle était impactée superficiellement par des métaux. L'établissement du mémoire de réhabilitation est prévue par l'exploitant, ainsi que la fourniture de l'ATTES-MEMOIRE.

**Demande de compléments:**

L'exploitant transmettra dans les meilleurs délais l'ATTES-SECUR de la chaufferie, le mémoire de réhabilitation et l'ATTES-MEMOIRE (pour lesquels il a sollicité un délai d'un an).

- **Tableau de bord des cessations**

L'inspection demande à l'exploitant de synthétiser l'ensemble des cessations depuis 2016, afin de faire un état des lieux des actions à mener (mémoire de réhabilitation, ATTES SECUR ..., analyse de sols, ... ) :

- Zone automobile
- Branche industrie ANVIS
- Chaufferie
- cessations ciblées au PC1


**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 Mois

### N° 3 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 19.5 modifié par AP du 06-12-2018
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Rejet atmosphérique
<b>Prescription contrôlée :</b>  Rejets de poussières  Mélangeur BY 11  * Poussières => 40 mg/Nm3  Mélangeur K6 A  * Poussières => 40 mg/Nm3  Carrousel n°1  * Poussières => 40 mg/Nm3  Carrousel n°2  * Poussières => 40 mg/Nm3  Poste n°3 (préparation des poudres)  * Poussières => 40 mg/Nm3  Poste de chargement des poudres  * Poussières => 10 mg/Nm3
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le rapport des rejets atmosphériques du 28/02/2024. Les poussières ont bien fait l'objet d'une analyse. Les résultats sont conformes.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>



#### N° 4 : Sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 28.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b>  Toutes mesures doivent être prises pour éviter qu'en cas d'inondation les produits susceptibles de polluer les eaux puissent y être entraînés.  Pour ce faire, les stockages situés en zone d'aléas faibles doivent être ancrés, les autres récipients et les produits en vrac doivent être stockés à une cote altimétrique supérieure à celle des plus hautes eaux connues.
<b>Constats :</b>  Le site est classé en zones B2/B3 du PPRI de la Loire à Decize :  - le secteur B2 correspond à la zone urbanisée, en aléa moyen, susceptible d'être submergée par une hauteur d'eau comprise entre 0,50 m et 1,00 m,  - le secteur B3 correspond à la zone urbanisée, en aléa fort, susceptible d'être submergée par une hauteur d'eau comprise entre 1,00 m et 2,50 m.  L'exploitant a transmis l'instruction « cellule de crise ». Celle-ci indique que la DREAL est informée du déclenchement de la cellule de crise, lors d'un incident ou accident. Il est prévu également une communication à la DREAL entre autre après la crise.  Il a également transmis une fiche réflexe (A PRIORI) pour la conduite à tenir en cas d'inondation. Cette fiche indique la conduite à tenir :  => dès que l'alerte est envisagée par Vigicrue  => dès que l'inondation est confirmée  <b>Toutefois, cette fiche ne fait pas apparaître que la DREAL doit être informée en cas d'incident ou accident, mais uniquement dans la procédure "cellule de crise".</b>  Un rapport de l'évènement est rédigé et transmis aux autorités.  La gestion d'une inondation est organisée en amont mais pas en aval. <b>L'inspection demande à ce que soit organisée la gestion des eaux susceptibles d'être polluées après une inondation.</b>  Une astreinte est organisée. L'alerte est transmise sur les téléphones.  Les matières premières et produits finis sont stockés en hauteur et non à même le sol en prévision d'une inondation. Les produits les plus dangereux sont stockés plus haut afin d'éviter une éventuelle submersion.

Tous les produits pulvérulents sont stockés en hauteur.

En cas d'inondation, les vannes du séparateur sont fermées.

**L'exploitant doit transmettre à l'inspection la gestion des eaux susceptibles d'être polluées a posteriori d'une inondation et compléter la fiche réflexe en y faisant apparaître la DREAL.**

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 Mois

## N° 5 : Niveaux acoustiques admissibles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 22.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Niveaux acoustiques admissibles
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de l'établissement ou les émergences maximales admissibles, installations en fonctionnement, sont fixés comme suit :</p> <p>Zones concernées</p> <p>(se référer au plan annexé)</p> <p>de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés</p> <p>de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés</p> <p>Niveau limite en dB(A)</p> <p>émergence en dB(A)</p> <p>Niveau limite en dB(A)</p> <p>émergence en dB(A)</p> <p>Zones 1</p> <p>de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés</p> <p>* Niveau limite en dB(A) =&gt; 70 (L50)</p> <p>* Émergence en dB(A) =&gt; 5</p> <p>de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés</p> <p>* Niveau limite en dB(A) =&gt; 60 (LAeq)</p> <p>* Émergence en dB(A) =&gt; 3</p> <p>Zones 2</p> <p>de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés</p> <p>* Niveau limite en dB(A) =&gt; /</p> <p>* Émergence en dB(A) =&gt; 5</p>

de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés

\* Niveau limite en dB(A) => 60 (LAeq)

\* Émergence en dB(A) => /

### Zones 3

de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés

\* Niveau limite en dB(A) => 70 (L50)

\* Émergence en dB(A) => /

de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés

\* Niveau limite en dB(A) => 60 (LAeq)

\* Émergence en dB(A) => /

### Zones 4

de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés

\* Niveau limite en dB(A) => 70 (L50)

\* Émergence en dB(A) => 5

de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés

\* Niveau limite en dB(A) => 60 (LAeq)

\* Émergence en dB(A) => 3

### Zones 5

de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés

\* Niveau limite en dB(A) => 70 (L50)

\* Émergence en dB(A) => /

de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés

\* Niveau limite en dB(A) => 60 (LAeq)

\* Émergence en dB(A) => /

### Zones 6

de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés

\* Émergence en dB(A) => 5

de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés

\* Émergence en dB(A) => 3

#### Zones 7

de 7 h à 22 h sauf dimanches et jours fériés

\* Émergence en dB(A) => 5

de 22 h à 7 h ainsi que dimanches et jours fériés

\* Émergence en dB(A) => 3

#### Point de mesure n° 1

Limite de propriété et en zone à émergences réglementées à proximité des habitations.

#### Point de mesure n° 2

Limite de propriété nord, le long de la voie de chemin de fer, en face des ateliers et de l'habitation située un peu plus haut.

#### Point de mesure n° 3

Limite de propriété sud, le long du canal, en face de la ferme à proximité du poste d'incendie n° 5 (vers la place de parking n° 97).

#### Point de mesure n° 4

Limite de propriété sud-est, le long du canal et en face de la petite maison.

#### Point de mesure n° 5

À l'entrée du site, à l'abri des sources de bruit (simulation du niveau résiduel).

#### Point de mesure n° 6

Situé en zone à émergences réglementées, sur la propriété de la ferme, située en face du point n° 3.

#### Constats :

L'exploitant a transmis le rapport d'essai niveaux sonores du 18/09/2015, et le rapport d'impact sonore du 03/02/2021.

Le rapport du 18/09/2015 montre que les bruits émis par le fonctionnement des installations ne respectent pas les critères définis pour les paramètres suivants :

\* Points n°6 (jour et nuit) : un dépassement de 1 dB(A) (6 dB(A) au lieu de 5) est observé en période diurne et de 2,5 dB(A) en période nocturne par rapport aux valeurs limites (5,5 au lieu de 3).

Le rapport de du 03/02/2021 fait apparaître une non-conformité, dépassement de l'émergence réglementaire autorisée la nuit au point 4 (5,5 au lieu de 3), en limite de propriété sud-est, le long du canal et en face de la petite maison.

L'exploitant indique avoir identifié la cause, il s'agissait d'un problème d'aspiration dans la zone de dissolution. De ce fait, il a engagé une mesure de niveaux sonores supplémentaire après mise en œuvre des actions correctives afin de s'assurer de l'effectivité de la mesure.

Le prestataire vient sur site le 30/05/2024.

**L'exploitant transmettra à l'inspection les résultats de la campagne de surveillance des niveaux sonores de mai 2024.**


**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 Mois

## N° 6 : Contrôles périodiques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 13/07/2007, article 22.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Contrôles périodiques
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant doit faire réaliser, à ses frais, à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation, et au minimum tous les cinq ans, une mesure d'émission sonore de son établissement par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement. Ces mesures, destinées en particulier à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée, doivent être réalisées dans des conditions représentatives du fonctionnement normal des installations, aux emplacements suivants, tels qu'ils figurent sur le plan annexé.  Les mesures doivent être effectuées selon la méthode définie par l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 et les résultats tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis le rapport d'essai niveaux sonores du 18/09/2015 par la société APAVE, et le rapport d'impact sonore du 03/02/2021 par la société DEKRA.  Vérification les 14 et 15/09/2015  Vérification le 14 et 15/12/2020  Suite à la non-conformité identifiée dans le rapport du 03/02/2021, une nouvelle étude de bruit a été réalisée le 30/05/2024.  L'échéance de délai de 5 ans est respectée, l'exploitant devra réaliser la prochaine mesure du niveau sonore en 2029.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>